

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message, [consultez la copie web](#)



HUGLO
LEPAGE
& ASSOCIÉS



Cabinet Huglo Lepage & Associés

Lettre d'information Mars 2016

Editorial

Par Marie Pierre MAITRE, avocate associée gérante.

ICPE : la révolution est en marche !

Suite aux états généraux de modernisation du droit de l'environnement, l'autorisation unique ICPE a été expérimentée, depuis mai 2014, dans plusieurs départements. Elle a même été étendue à la France entière pour les éoliennes, les installations de méthanisation et les projets d'intérêt économique majeur.

Une réflexion, menée dans le cadre du groupe de travail sur la modernisation du droit de l'environnement et suite à l'évaluation des expérimentations sur l'autorisation unique et le certificat de projet, conduit à des propositions susceptibles de révolutionner notre droit des ICPE.

Le certificat de projet qui a été, comme c'était prévisible, peu usité jusqu'ici (seulement 90 certificats de projet demandés dans les régions expérimentatrices) devrait devenir une simple étape facultative en amont du dépôt du dossier de demande d'autorisation, c'est-à-dire une procédure de cadrage sans cristallisation du droit.

Plus novateur, les autorisations ICPE et IOTA pourraient disparaître au profit d'un Permis Environnemental Unique (PEU) qui relèverait du livre 1er du code de l'environnement. Il n'est malheureusement toujours pas envisagé d'intégrer le permis de construire dans le PEU ; en revanche, il est prévu que le permis de construire ne puisse plus être exécuté avant que le PEU n'ait été délivré.

Concernant le contenu du dossier de demande du PEU, conformément aux propositions du groupe de travail sur l'évaluation environnementale, toutes les ICPE soumises à autorisation ne devraient plus nécessairement faire l'objet d'une étude d'impact ; certaines pourraient être soumises à une simple étude d'incidence.

Dans ce numéro

Ils ont dit... ils ont fait

Focus

- Energie/transport
- Santé/ gestion des risques
- Marchés et contrats/ Droit de l'urbanisme
- Droit de l'environnement

La jurisprudence avance

L'agenda du mois

Quant au déroulement de la procédure visant à l'obtention du PEU, il sera divisé, comme aujourd'hui, en trois phases : l'examen avant enquête publique, l'enquête publique et la phase post-enquête publique.

Afin que les délais d'obtention du PEU soient adaptés aux besoins de l'exploitant, ces délais pourraient désormais être négociés avec l'Etat et fixé dans un calendrier prévisionnel d'instruction.

La consultation du CODERST, quant à elle, ne serait plus systématique mais laissée à l'appréciation du Préfet.

Enfin, le régime contentieux pourrait également considérablement évoluer. Si le régime de plein contentieux ne semble pas remis en cause, la prolongation du délai de recours des tiers après mise en service de l'exploitation, devrait être supprimée.

Autant de changements qui devraient prendre forme dans des projets de textes qui pourraient voir le jour avant l'été.

Il nous faudra, avocats que nous sommes et exploitants que vous êtes, nous adapter à ce nouveau droit ; modernisation oblige !

Ils ont dit ... Ils ont fait

Nous avons écrit	Nous avons fait	Ils ont parlé de nous
 <p>«Transmission de l'obligation de remise en état par la voie d'un traité d'apport partiel d'actifs" Sophie EDLINGER, Gazette du Palais 26 Janvier 2016.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le 15 Janvier 2016, Marie-Pierre Maître a fait une formation chez EFE sur la responsabilité santé/ Environnement. • Le 20 Janvier 2016 , le cabinet Huglo Lepage et l'ICH ont organisé une conférence cocktail pour les voeux sur le thème des perspectives pour l'immobilier en 2016. • Les 25 et 26 Janvier 2016, Marie Pierre Maître a dispensé uen formation à l'IFORE en droit des déchets pour les inspecteurs ICPE. 	 <ul style="list-style-type: none"> • "Profitons de la baisse du prix du pétrole pour accélérer la transition" Pour Corinne LEPAGE il est plus qu'urgent de saisir cette opportunité pour mettre en place de nouveaux outils pour entamer réellement cette transition" Actu environnement 10 février 2016.  <ul style="list-style-type: none"> • "Nous devons agir immédiatement" Corinne LEPAGE décrypte l'accord de



«Suspension de fabrication et d'exportation de produits contenant du bisphénol A versus liberté d'entreprendre et libre concurrence : une liberté d'empoisonner?" Adrien FOURMON, Gazette du Palais 26 Janvier 2016.



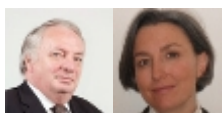
« Drame de l'amiante: l'employeur peut se retourner contre l'Etat" Blandine BERGER, Gazette du Palais 26 Janvier 2016.



« Défaut de lien de causalité entre la pollution et la carence fautive du préfet" Romain LEMAIRE, Gazette du Palais 26 Janvier 2016



« REACH : précisions sur la notion d'article et ses conséquences" Marie-Pierre MAITRE, Elise MERLANT, Gazette du Palais 26 Janvier 2016.



« Préventions des risques : le droit français s'adapte aux directives européennes", Christian HUGLO, Blandine BERGER, Revue Energie-Environnement-Infrastructures Janvier 2016



"Dégâts de grand gibier et procédure d'indemnisation" Valérie SAINTAMAN, Gazette du Palais 26 janvier 2016



"Annulation partielle et permis de construire modificatif : des précisions bienvenues", Martin GUERIN, AJDA 1er Février 2016

- Le 26 Janvier Christian Huglo et Corinne Lepage se sont rendus à l'Ecole Doctorale pour débattre sur le sujet de la CoP 21.

- Le 28 Janvier 2016, Christian Huglo et Corinne Lepage ont participé à une conférence à l'International and European Law School de Lille : CoP 21 mission accomplie?

- Le 28 Janvier 2016, La Compagnie Nationale des experts de justice en environnement a invité Christian Huglo à développer le thème : Environnement et santé : quelle expertise pour quelle décision?

- Le 28 Janvier 2016, Carrefour de l'eau à Rennes, Gwendoline PAUL est intervenue sur le thème : Face aux risques d'inondation : comment adapter l'aménagement du territoire ?

- Le 29 Janvier 2016, l'Institut du droit de l'environnement à Lyon a convié Corinne Lepage pour débattre sur les OGM.

- Le 19 Février 2016 : Gwendoline PAUL a animé un petit déjeuner en partenariat avec Biotope sur le thème de la compensation écologique- Concept ERC.

Paris (CoP 21) qu'elle qualifie en préambule "d'historique"" Face au Risque Février 2016.



"La participation du public aux prises de décision , une mutation incontournable"
Corinne LEPAGE,
Responsabilité et
environnement Janvier 2016.



"Rejet des recours contre le décret déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation de l'itinéraire français d'accès au tunnel franco-italien de la ligne ferroviaire Lyon-Turin"
Christian HUGLO, Gwendoline PAUL, Revue Energie-Environnement-Infrastructures Février 2016.

Nouveautés

- Nouvelle Directive EnR pour la période 2020-2030 : La Commission européenne a prévu de présenter, d'ici fin 2016, une nouvelle directive sur les énergies renouvelables (REDII) pour la période 2020-2030.
La Commission Européenne a ainsi organisé une consultation pour préparer cette prochaine Directive EnR qui couvrira la période 2020-2030, cette consultation visant à interroger les acteurs des filières EnR sur le cadre réglementaire existant et à venir, la responsabilisation des consommateurs, l'architecture du marché de l'électricité, les réseaux, le secteur de la chaleur et du froid ainsi que le secteur des transports.
- Cahier des charges de l'Appel d'offres biomasse : Le 9 février, la DGEC a mis en ligne sur son site, le cahier des charges de l'Appel d'offres « portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de biomasse » : http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-Royal-lance-l-appel-d,46494.html?var_mode=calcul.
- Recours contre l'arrêté tarifaire éolien du 17 juin 2014 : Le rapporteur public a conclu, ce vendredi 12 février, au rejet de la requête du 1er septembre 2014 de Vent de Colère qui demandait l'annulation de l'arrêté tarifaire éolien du 17 juin 2014. Le rapporteur public invite la formation de jugement, qui rendra sa décision courant mars, d'une part à constater que l'arrêté de 2014 n'avait pas à être notifié à la Commission européenne en ce qu'il ne modifiait pas substantiellement l'arrêté de 2008 précédemment notifié et, d'autre part, à confirmer la validité de la décision du 27 mars 2014 par laquelle la Commission européenne reconnaissait la compatibilité du mécanisme de soutien avec le marché commun.
L'arrêté contesté fixe le tarif de rachat par EDF de l'électricité produite par des éoliennes terrestres à 82 euros le mégawattheure.

Focus



Santé
Marie Pierre MAITRE

Santé Nouvelle sanction en cas d'inaction d'un exploitant face à la présence d'amiante La loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé qui modifie l'art. L. 1334-15 du code de la santé publique, prévoit que, désormais, le Préfet peut mettre en demeure (et non plus prescrire) à un exploitant d'un immeuble bâti, la recherche de la présence d'amiante, l'établissement d'un diagnostic de l'état de conservation de l'amiante dans les matériaux et le cas échéant lui demander de prendre les mesures pour réduire l'exposition. En cas de non-respect de la mise en demeure, le Préfet peut suspendre l'accès et l'exercice de toute activité dans les locaux concernés. MP Maître



Droit de L'environnement
Blandine BERGER

Evolution réglementaire relative aux bilans d'émission de gaz à effet de serre L'article L. 229-25 du Code de l'environnement impose la réalisation d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre aux entreprises de plus de 500 salariés. Obligatoires depuis le 31 décembre 2012, leur périodicité est portée de trois à quatre ans, comme l'obligation de réaliser un audit énergétique, un certain nombre de données étant communes.

Ces bilans sont transmis via une plate-forme informatique – <http://www.bilans-ges.ademe.fr/> – mise en place pour assurer cette transmission. Outre le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), les hydrofluorocarbones (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF₆), le trifluorure d'azote (NF₃) est désormais inclus dans la liste des gaz à effet de serre couverts par ces bilans.

Le manquement à l'obligation de réaliser un bilan d'émission de gaz à effet de serre serait constitutif d'une contravention de 5^{ème} classe, d'un montant au plus égal à 1500 € (décret en attente). B. Berger



Droit de l'environnement
Marie Pierre MAITRE

Vers une sortie implicite du statut de déchet L'avis publié au JO du 13 janvier 2016, s'inscrit dans la démarche d'économie circulaire.

Alors que jusqu'ici, pour chaque type de déchet, la sortie du statut de déchet nécessitait obligatoirement un texte européen ou national, l'avis prend acte d'une pratique couramment admise de sortie implicite du statut de déchet.

Ainsi, une sortie du statut de déchet est possible si une installation produit, fabrique, prépare, élabore ou transforme une substance, un mélange ou un article en utilisant des déchets comme intrants. L'élément issu de ce processus, qu'il s'agisse d'une substance, d'un mélange, d'un article ou d'un assemblage d'article, n'a pas le statut de déchet. C'est en cela que le déchet utilisé dans le processus de fabrication, sort implicitement de son statut de déchet.

La jurisprudence avance



Gwendoline PAUL, avocate associée

En matière pénale, obtention de :

- la relaxe complète de la cliente, société exploitant une installation classée (traitement de surface), et son représentant, auxquels il était reproché de ne pas avoir respecté un arrêté de mise en demeure.

Le tribunal correctionnel de Nantes a relevé que si la mise en place d'un bassin de confinement des eaux d'incendie n'avait pas été réalisé, toutefois des études avaient été menées, démontrant qu'un bassin d'un volume inférieur à celui prescrit par la DREAL aurait été suffisant, ce qui apparaissait encore difficile à réaliser techniquement, que des investissements avaient été réalisés pour limiter les risques de déclenchement ou de propagation d'incendies, et que les autres points apparaissaient à ce jour résolus. Les juges ont estimé que, s'agissant d'un délit, l'élément intentionnel demeure exigé, que la commission de l'infraction reprochée à la société et à son représentant suppose une mauvaise volonté régulière pour ne pas réaliser les objectifs demandés et ne peut être consommée par de simples retards ou difficultés rencontrées pour atteindre ces objectifs dans des conditions techniquement et économiquement possibles.

- du versement d'une indemnité au profit de la cliente, une commune qui s'était constituée partie civile du fait de constructions illégales. Le Tribunal correctionnel de Cergy-Pontoise a condamné le prévenu à 5.000€ d'amende, dont 3.000€ avec sursis, ainsi qu'à la remise en état des lieux dans un délai de 6 mois (avec une astreinte de 75€ par jour de retard au-delà de ce délai). La constitution de partie civile de la commune a été jugée recevable et il lui a été alloué la somme de 1.000€ au titre des dommages et intérêts ainsi que 1.000€ sur la base de l'article 475-1 du Code de procédure pénale.

En matière administrative, obtention :

- en droit de l'eau, pour le compte d'un client, de l'annulation du récépissé de déclaration obtenu par une commune pour rehausser un pont. Le Tribunal administratif de Pau a annulé la décision par laquelle le préfet des Pyrénées-Atlantiques a délivré à une commune du sud-ouest un récépissé pour le dépôt de la déclaration de travaux de reconstruction d'un pont.
- en droit de l'urbanisme, pour le compte d'un client, de l'annulation du PLU de la commune Le Tribunal administratif de Bordeaux a annulé le plan local d'urbanisme adopté par une commune du sud-ouest, sur la forme mais également sur le fond, en retenant notamment l'erreur manifeste d'appréciation dans le classement des terrains de nos clients en zone agricole ».



REACH : La notion d'article validée par le Conseil d'Etat , Elise MERLANT

Par un arrêt du 30 décembre 2015, la Haute Juridiction a validé l'interprétation du ministère en charge de l'écologie s'agissant de la notion d'article et des obligations qui en découlent.

Faisant une application directe de l'interprétation du juge européen, le Conseil d'Etat rappelle dans son arrêt du 30 décembre 2015 que :

- D'une part, conformément à l'article 7.2 (relatif à la notification à l'ECHA des substances extrêmement préoccupantes (« SVHC ») contenues dans les articles), il appartient au producteur de déterminer si une SVHC est présente en concentration supérieure à 0,1% m/m de tout article qu'il produit ; et à l'importateur d'un produit composé de plusieurs articles de déterminer pour chaque article si une telle substance est présente dans une concentration supérieure à 0,1% m/m de cet article ;

- D'autre part, il appartient au fournisseur d'un produit dont l'un ou plusieurs articles qui le composent contiennent une SVHC d'informer le destinataire et (sur demande) le consommateur, quant à la présence de SVHC en concentration supérieure à 0,1% m/m.

Agenda du mois

3 Mars 2016 : Université de Bordeaux : Bilan de la CoP 21-
Christian HUGLO

4 Mars 2016 : Université de Nanterre - DU Energie, des infrastructures et du financement de projet : Principes et fondements du droit international de l'environnement - Adrien FOURMON

9 Mars 2016 : ELEGIA : Responsabilité santé sécurité environnement- Marie-Pierre MAITRE

10 Mars 2016 : PANALPINA : De la conception du produit à son élimination : évolution, régulation, anticipation - Marie-Pierre MAITRE, Corinne LEPAGE, Adrien FOURMON

11 Mars 2016 : CDAE : Biodiversité : une nouvelle frontière juridique et technique pour les projets immobiliers industriels - Christian HUGLO/ Alexandre MOUSTARDIER/ Adrien FOURMON

15 Mars 2016 : Thomson Reuters : Crimes contre l'environnement et conformité. Christian HUGLO, Corinne LEPAGE

16 Mars 2016 : Association Française des EPTB : liens entre documents d'urbanisme et documents de planification dans le domaine de l'eau et des inondations. Gwendoline PAUL

21 et 22 Mars 2016 : IFORE : Formation en droit des

Site internet : [Site internet](#)

www.huglo-lepage.com

Blog : [Blog](#)

<http://blog.huglo-lepage.com>

Twitter :  [Twitter](#)

@CabHugloLepage

Paris :

81 rue de Monceau 75008 Paris

paris@huglo-lepage.com

Rennes :

19 rue Hoche 35000 Rennes

rennes@huglo-lepage.com

Bruxelles :

80 avenue de Visé 1170

Bruxelles- Belgique

bruxelles@huglo-lepage.com

Contacts Newsletter:

Gwendoline PAUL

01 56 59 29 40

02 99 38 15 49

gwendoline.paul@huglo-lepage.com

Coralie BANCELIN

01 56 59 29 56

coralie.bancelin@huglo-lepage.com

déchets pour les inspecteurs ICPE- Marie-Pierre MAITRE

23 Mars 2016 : Ecole des Ponts : Etude d'impacts - Marie-Pierre MAITRE

24 Mars 2016 : DII : Sites et sols pollués - Marie-Pierre MAITRE

31 Mars 2016 : ELEGIA : Responsabilité HSE - Marie-Pierre MAITRE

6 et 7 Avril 2016 : EVER Monaco (Forum Grimaldi) : Ecomobilité et transport électrique, Smartgrid et énergies renouvelables. Adrien FOURMON

14 Avril 2016 : Institut Européen Emmanuel Levinas : Environnement, protection de la nature, vivre ensemble. Christian HUGLO, Corinne LEPAGE



[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)